

ITALIE

Déclaration de M. Filippo Giansante

**Directeur des Relations financières internationales (Ministère de l'Économie et des Finances)
et Gouverneur suppléant représentant l'Italie**

Assemblée annuelle de la BERD

Chypre, 9-11 mai 2017

La région d'opérations de la BERD se remet lentement de la crise mondiale. L'année passée a été marquée par une tendance économique favorable et la croissance devrait repartir dans les deux ans qui viennent. Le contexte reste néanmoins difficile, en raison de la poursuite des tensions géopolitiques, d'un ralentissement de la mise en œuvre des réformes, des incertitudes politiques et de la faiblesse des investissements directs étrangers.

À l'échelle mondiale, plusieurs années d'une croissance atone ont permis l'émergence de politiques traduisant un repli sur soi, un réveil des tendances nationalistes et des pressions protectionnistes. La mondialisation et le dispositif consolidé de coopération internationale semblent être remis en question et la mondialisation est de plus en plus souvent désignée comme étant la cause d'une baisse du niveau de vie et d'une montée des inégalités dans la répartition des bénéfices et des opportunités.

Dans ces conditions, nous estimons que les banques multilatérales de développement, et le modèle de coopération unique en son genre qu'elles incarnent, restent essentielles, si nous voulons pouvoir appliquer l'ambitieux programme mondial et relever les défis auxquels nous sommes tous confrontés. Dans ce but, et étant donné le contexte difficile, ces banques doivent développer leur capacité à agir en tant que système d'agents complémentaires, en se répartissant le travail en fonction de leurs atouts respectifs. Leurs actions seront d'autant plus efficaces qu'elles seront coordonnées, permettant ainsi de réaliser tout leur potentiel. Nous sommes par conséquent très favorables aux discussions internationales en cours à propos des conditions d'une bonne coordination entre les IFI.

La nécessité de parvenir à une meilleure coordination et à une réelle répartition des tâches avec les autres IFI s'impose également à la BERD, même si celle-ci intervient dans un secteur bien particulier, aux termes d'un mandat unique en son genre. Nous nous félicitons des discussions en cours avec les autres institutions pour parvenir à une approche plus structurée du dialogue sur les politiques à mettre en œuvre concernant des réformes clés. Il s'agit d'un pas important dans la

bonne direction. Nous prenons également acte des progrès considérables accomplis l'an dernier par la Banque dans le domaine du dialogue sur les politiques à mettre en œuvre et nous nous réjouissons de la décision de conjuguer les instruments de l'investissement et d'un tel dialogue pour stimuler un changement systémique et ouvrir la voie à de nouvelles perspectives commerciales.

Fondée sur la capacité reconnue de la BERD à atteindre ses objectifs, cette action permettra à la Banque de continuer à avoir un impact dans ses pays d'opérations, comme elle l'a fait de façon remarquable l'an dernier, en dépit d'un contexte opérationnel difficile et complexe. La Banque a une fois de plus fait en sorte que ses pays d'opérations bénéficient d'un afflux conséquent d'investissements de qualité, conformément à son plan d'activités et au Cadre stratégique et capitalistique 2016-20, tout en enregistrant de très bons résultats financiers et en renforçant encore son assise financière.

Nous tenons toutefois à souligner que les performances financières ne sont ni l'objectif ultime de la BERD, ni la mesure de sa réussite, ou encore ce qui motive ses décisions en matière d'investissements. S'il est essentiel de continuer à assurer la solidité financière de la BERD, nous sommes persuadés que celle-ci, en tant qu'institution publique, doit toujours avoir pour priorité l'accomplissement de sa mission, qui consiste à favoriser la transition dans ses pays d'opérations et à investir là où cette mission l'exige. L'impact sur la transition doit rester le but ultime des activités de la Banque.

À cet égard, la révision du concept de transition, effectuée l'an dernier, est une initiative remarquable. Nous soutenons le concept tel qu'il a été revu, plus détaillé et reflétant mieux, avec ses six qualités, les réalités et les différences qui existent au sein de la région d'opérations. Nous estimons que cette mesure devrait être complétée par un ensemble de valeurs de référence et d'objectifs destinés à faire en sorte que la Banque reste concentrée et sélective dans ses pays d'opérations. Nous considérons ce travail comme une composante importante d'une approche rénovée de la gradation, sur laquelle nous souhaitons que s'ouvre un débat constructif et inclusif, sans remettre en question les principes fondamentaux de la politique actuelle.

À notre avis, pour que la BERD puisse redoubler d'efforts afin de s'acquitter de son mandat concernant la transition, c'est la Banque elle-même qu'il convient de repenser de manière stratégique, en cherchant à faire d'elle une machine aussi efficace que l'exigent ses clients. Nous sommes par conséquent très favorables au Programme d'efficacité et d'efficience opérationnelles, qui constitue le programme de modernisation et de réorganisation le plus ambitieux de toute l'histoire de notre institution. Nous espérons que ce programme, outre les réductions de

coûts et les économies qu'il générera - et qui sont en soi d'une importance capitale -, permettra de faire de la Banque un prestataire de services plus efficace, tout en préservant la haute tenue et la qualité de ceux-ci. Nous espérons également que la Banque mettra en place les activités judicieuses et nécessaires de gestion du changement, qui permettront de garder toute l'organisation mobilisée.

Par ailleurs, nous pensons que la notion d'inclusion est une composante essentielle du nouveau concept de transition ; nous sommes donc satisfaits du lancement de la Stratégie d'inclusion économique à l'occasion de cette Assemblée annuelle. Celle-ci permettra à la BERD d'inscrire son modèle original fondé sur la participation du secteur privé dans le mouvement international qui cherche à en finir avec les inégalités – problème mondial qui constitue une entrave à la croissance économique durable. À cet égard, nous sommes particulièrement heureux que la promotion de l'esprit d'entreprise et de l'accès des PME au financement figure parmi les trois domaines stratégiques d'intervention.

L'inclusion économique est en particulier un défi majeur dans la région SEMED et dans l'Ouest des Balkans. La hausse du chômage chez les jeunes est une cause de forte inquiétude pour la stabilité politique de ces deux régions. Les lourdes pertes de capital humain résultant du départ à l'étranger de nombreux jeunes en quête de perspectives meilleures réduisent d'autant le potentiel de ces régions en matière de croissance économique. Nous espérons que la Banque accordera une attention particulière à ces régions dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie et nous encourageons vivement la Direction à élaborer des programmes et des produits innovants et adaptés pour faire face à ce problème.

Cette Assemblée annuelle marque le début de la présence de la Banque en Cisjordanie et à Gaza. Nous soutenons fermement cet engagement, tout en recommandant une certaine prudence et une poursuite de la réflexion sur la manière dont la Banque peut aider réellement le secteur privé dans un environnement complexe. C'est dans la même disposition d'esprit que nous nous faisons une joie d'accueillir d'ici quelques mois le Liban, en tant que nouveau membre et pays d'opérations de la Banque. Il y a près d'une vingtaine d'années, un certain nombre de pays membres, dont l'Italie, avaient une vision d'une Banque qui se consacrerait au Moyen-Orient et à l'Afrique du Nord, et jouerait un rôle essentiel pour la stabilisation et la paix dans la région. Près de deux décennies plus tard, nous sommes satisfaits de constater que la BERD joue un rôle majeur dans la région SEMED. Nous avons hâte de voir la Banque couvrir progressivement la région dans sa totalité, pour lui permettre de réaliser l'important potentiel qui est le sien en matière de développement du secteur privé.

De même, nous sommes conscients du rôle crucial tenu par la Banque en Ukraine pour aider ce pays à avancer sur la voie de la réforme, préparant ainsi le terrain pour des activités plus soutenues dans un avenir proche. Une fois de plus, la Banque apporte la preuve de son aptitude à faire considérablement bouger les choses sur le terrain.

Nous concluons en disant que la BERD continue de faire preuve de sa capacité à s'acquitter de son mandat, en apportant des investissements et des services de qualité à ses pays d'opérations et à ses clients, tout en mettant en œuvre une politique ambitieuse destinée à renforcer son efficacité et son efficacité. L'Italie félicite la Banque pour les résultats obtenus et l'assure de son entier soutien dans son entreprise.

Pour finir, nous voudrions, et c'est important, remercier les autorités chypriotes de nous accueillir aussi chaleureusement dans cette île merveilleuse et singulière.